Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2018 : déficit budgétaire de 10,6 milliards de dollars

Le mois de mars 2018 s'est soldé par un déficit budgétaire de 10,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 10,4 milliards en mars 2017. Les revenus ont augmenté de 1,6 milliard (6,5 %), sous l'effet de la hausse des revenus fiscaux et des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 1,8 milliard (5,3 %), en raison surtout de la hausse des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard (4,8 %).

D'avril 2017 à mars 2018 : déficit budgétaire de 16,2 milliards de dollars

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 16,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 21,8 milliards pour la même période de l'exercice 2016-2017. Les revenus ont augmenté de 15,7 milliards (5,4 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus, qui a été partiellement neutralisée par la baisse des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 10,1 milliards (3,5 %), en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 43 millions (0,2 %).

Les résultats d'avril 2017 à mars 2018 ne représentent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs tiendront également compte des rajustements de fin d'exercice qui seront effectués lorsque de nouvelles données seront disponibles, notamment au titre des revenus fiscaux par suite des cotisations fondées sur les déclarations de revenus. En outre, ces résultats ne comprennent pas l'incidence budgétaire de 4,2 milliards de dollars de l'initiative du gouvernement visant à bonifier les prestations des anciens combattants. Si l'on tient compte des rajustements de fin d'exercice, les résultats cumulatifs de mars sont conformes dans l'ensemble à la projection d'un déficit de 19,4 milliards de dollars pour 2017-2018 publiée dans le budget de 2018.

Le gouvernement publiera à l'automne les résultats définitifs vérifiés de 2017-2018 dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada*.

Mars 2018

Le mois de mars 2018 s'est soldé par un déficit budgétaire de 10,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 10,4 milliards en mars 2017.

En mars 2018, les revenus se sont chiffrés à 26,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,6 milliard comparativement à mars 2017.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (9,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (185,6 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (6,8 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,4 milliard, les taxes sur l'énergie ont affiché une baisse de 7 millions, les droits de douane à l'importation ont diminué de 36 millions et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (9,2 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des

investissements, les revenus nets tirés des opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 36 millions de dollars (1,2 %).

Les charges de programmes ont totalisé 34,9 milliards de dollars en mars 2018, soit une hausse de 1,8 milliard (5,3 %) comparativement à mars 2017.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 39 millions de dollars (0,5 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard (6,7 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont baissé de 0,2 milliard (11,4 %). Les prestations pour enfants ont diminué de 28 millions (1,4 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé [TCS], le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS] et les nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale annoncés dans le budget de 2017), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,1 milliard de dollars (1,1 %).
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (9,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - les paiements de transfert ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (42,4 %), principalement en raison de l'augmentation des transferts aux Premières Nations et de la variation du calendrier des transferts au titre de l'infrastructure d'une année à l'autre;
  - les autres charges de programmes directes ont diminué de 1,2 milliard de dollars (9,5 %), en raison de la baisse des charges de sociétés d'État consolidées et des charges de fonctionnement des ministères.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (4,8 %), principalement en raison de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril 2017 à mars 2018

La période d'avril à mars de l'exercice 2017-2018 s'est soldée par un déficit budgétaire de 16,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 21,8 milliards pour la même période de 2016-2017.

Les revenus ont augmenté de 15,7 milliards de dollars (5,4 %), pour atteindre 305,9 milliards.

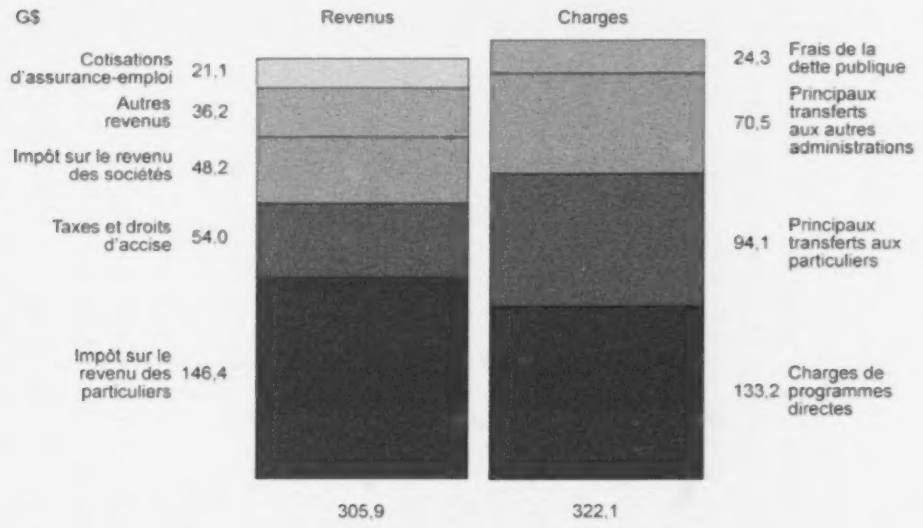
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 8,1 milliards de dollars (5,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 4,2 milliards de dollars (9,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (16,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,9 milliards de dollars (5,7 %) de plus. Les rentrées de TPS ont augmenté de 2,7 milliards, les taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,2 milliard, les droits de douane à l'importation ont diminué de 25 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont enregistré une hausse de 0,1 milliard.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,3 milliard de dollars (5,9 %), en raison de la réduction du taux de cotisation résultant du mécanisme d'établissement du taux d'équilibre sur sept ans entré en vigueur en 2017.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (2,0 %).

Les charges de programmes ont totalisé 297,8 milliards de dollars pour la période d'avril à mars de l'exercice 2017-2018, soit une hausse de 10,1 milliards (3,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 3,0 milliards de dollars (3,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,7 milliards (5,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,1 milliard (5,1 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,4 milliard (6,2 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (2,7 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que des paiements effectués au titre des nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 5,3 milliards de dollars (4,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - les paiements de transfert ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (8,2 %), sous l'effet des hausses constatées dans un certain nombre de ministères, plus particulièrement au titre des transferts aux Premières Nations;
    - les autres charges de programmes directes ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (2,2 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des charges de fonctionnement de la Défense nationale.

Les frais de la dette publique ont diminué de 43 millions de dollars (0,2 %).

Revenus et charges (d'avril 2017 à mars 2018)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 6,2 milliards de dollars d'avril 2017 à mars 2018

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes

créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 16,2 milliards de dollars et des ressources financières de 10,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2017 à mars 2018 s'est soldée par des besoins financiers de 6,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 25,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 6,9 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 6,2 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 0,8 milliard en augmentant la dette non échue de 6,9 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de mars 2018, les soldes de trésorerie s'élevaient à 37,7 milliards de dollars, soit 0,8 milliard de plus qu'à la fin de mars 2017.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Mars		Avril à mars	
	2017	**2018**	**2016-2017**	**2017-2018**
Opérations budgétaires				
Revenus	25 113	26 749	290 229	305 915
Charges				
Charges de programmes	-33 158	-34 922	-287 730	-297 801
Frais de la dette publique	-2 343	-2 456	-24 345	-24 302
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-10 388	-10 629	-21 846	-16 188
Opérations non budgétaires	5 836	16 533	-3 867	10 016
Ressources ou besoins financiers	-4 552	5 904	-25 713	-6 172
Variation nette dans les activités de financement	-2 503	-12 513	24 769	6 947
Variation nette dans l'encaisse	-7 055	-6 609	-944	775
Encaisse à la fin de la période			36 901	37 677

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Mars			Avril à mars		
	2017 (M$)	2018 (M$)	Variation (%)	2016-2017 (M$)	2017-2018 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 696	12 136	3,8	138 293	146 440	5,9
Impôt sur le revenu des sociétés	4 389	4 787	9,1	43 953	48 199	9,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	201	574	185,6	6 905	8 068	16,8
Total des impôts sur le revenu	16 286	17 497	7,4	189 151	202 707	7,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 211	2 607	17,9	34 280	36 988	7,9
Taxes sur l'énergie	461	454	-1,5	5 597	5 749	2,7
Droits de douane à l'importation	449	413	-8,0	5 441	5 416	-0,5
Autres taxes et droits d'accise	519	414	-20,2	5 799	5 880	1,4
Total des taxes et droits d'accise	3 640	3 888	6,8	51 117	54 033	5,7
Total des revenus fiscaux	19 926	21 385	7,3	240 268	256 740	6,9
Cotisations d'assurance-emploi	2 306	2 519	9,2	22 420	21 091	-5,9
Autres revenus	2 881	2 845	-1,2	27 541	28 084	2,0
Total des revenus	25 113	26 749	6,5	290 229	305 915	5,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Mars			Avril à mars		
	2017 (M$)	2018 (M$)	Variation (%)	2016-2017 (M$)	2017-2018 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	4 124	4 400	6,7	48 177	50 838	5,5
Prestations d'assurance-emploi	1 826	1 617	-11,4	20 877	19 806	-5,1
Prestations pour enfants	2 010	1 982	-1,4	22 085	23 448	6,2
Total	7 960	7 999	0,5	91 139	94 092	3,2
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 996	3 070	2,5	36 058	37 124	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 112	1 146	3,1	13 348	13 748	3,0
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	s.o.	0	s.o.	s.o.	300	s.o.
Total	4 108	4 216	2,6	49 406	51 172	3,6
Accords fiscaux et autres transferts	1 775	1 808	1,9	21 596	22 014	1,9
Villes et collectivités du Canada	38	0	s.o.	2 102	2 072	-1,4
Abattement d'impôt du Québec	-222	-389	75,2	-4 451	-4 739	6,5
Total	5 699	5 635	-1,1	68 653	70 519	2,7
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	365	494	35,3	1 567	1 258	-19,7
Emploi et Développement social Canada	1 627	1 830	12,5	8 101	8 896	9,8
Affaires mondiales Canada	1 041	1 058	1,6	4 146	4 403	6,2
Santé Canada	401	-158	-139,4	3 225	2 936	-9,0
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	1 411	2 956	109,5	8 960	11 160	24,6
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	1 108	857	-22,7	4 204	4 313	2,6
Autres	1 051	2 939	179,6	10 940	11 552	5,6

Total	7 004	9 976	42,4	41 143	44 518	8,2
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État consolidées	1 025	516	-49,7	9 438	8 845	-6,3
Défense nationale	3 744	3 609	-3,6	25 535	27 426	7,4
Tous les autres ministères et organismes	7 726	7 187	-7,0	51 822	52 401	1,1
Total des autres charges de programmes directes	12 495	11 312	-9,5	86 795	88 672	2,2
Total des charges de programmes directes	19 499	21 288	9,2	127 938	133 190	4,1
Total des charges de programmes	33 158	34 922	5,3	287 730	297 801	3,5
Frais de la dette publique	2 343	2 456	4,8	24 345	24 302	-0,2
Total des charges	35 501	37 378	5,3	312 075	322 103	3,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Mars		Avril à mars	
	2017	2018	2016-2017	2017-2018
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-10 388	-10 629	-21 846	-16 188
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-3 141	-1 396	-7 125	-3 911
Autres activités d'investissement	663	309	-7 452	-3 668
Régimes de retraite et autres passifs	337	-174	7 111	5 546
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	7 126	14 351	3 763	9 233
Opérations de change	-856	4 152	-5 259	1 860
Amortissement des immobilisations corporelles	1 707	-709	5 095	956
Total des autres activités	7 977	17 794	3 599	12 049
Total des opérations non budgétaires	5 836	16 533	-3 867	10 016
Ressources ou besoins financiers	-4 552	5 904	-25 713	-6 172

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Mars		Avril à mars	
	2017	**2018**	**2016-2017**	**2017-2018**
Ressources ou besoins financiers	-4 552	5 904	-25 713	-6 172
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 700	-3 898	32 240	38 715
Bons du Trésor	200	-4 200	-1 400	-26 000
Titres au détail	-23	-66	-543	-1 948
Total	-1 523	-8 164	30 297	10 767
Emprunts en devises	-1 110	-4 333	-4 873	-1 560
Total	-2 633	-12 497	25 424	9 207
Réévaluation de swaps de devises	339	488	-628	71
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-203	-97	275	-1 855
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-6	-407	-302	-476
Variation nette dans les activités de financement	-2 503	-12 513	24 769	6 947
Variation dans l'encaisse	-7 055	-6 609	-944	775

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2017	31 mars 2018	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	132 519	145 519	13 000
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	536 280	574 995	38 715
Bons du Trésor	136 700	110 700	-26 000
Titres au détail	4 533	2 585	-1 948
Total partiel	677 513	688 280	10 767
Payable en devises	17 609	16 049	-1 560
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 764	7 835	71
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 322	3 467	-1 855
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 425	4 949	-476
Total de la dette non échue	713 633	720 580	6 947
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	151 806	150 940	-866
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	93 568	100 032	6 464
Autres passifs	5 689	5 637	-52
Total des régimes de retraite et autres passifs	251 063	256 609	5 546
Total de la dette portant intérêt	964 696	977 189	12 493
Total des passifs	1 097 215	1 122 708	25 493
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	158 055	162 597	4 542

Comptes d'opérations de change	98 797	96 937	-1 860
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	124 006	127 269	3 263
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 900	1 900	0
Total des actifs financiers	382 758	388 703	5 945
Dette nette	714 457	734 005	19 548
Actifs non financiers	82 558	85 513	2 955
Dette fédérale (déficit accumulé)	631 899	648 492	16 593

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 mars 2018 inclut des pertes de 0,4 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2017 à mars 2018.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Mai 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134